

# **COMMUNIQUE « Le racisme n'est pas une opinion, ça constitue un crime »**

## **COMMUNIQUE**

**Le racisme n'est pas une opinion, ça constitue un crime**

**Non aux discours de haine et aux politiques migratoires criminelles**

L'espace public, virtuel et réel, au Maroc, et dans la région du Maghreb, est marqué ces dernières semaines par la montée d'un discours raciste porté contre les personnes en migration originaires des pays d'Afrique subsaharienne. Ce discours de haine a explosé à la suite des déclarations honteuses du président tunisien Kais Saïd. Nous, les organisations et associations signataires de cette déclaration, considérons qu'une grande partie de ces discours ont été importés de courants d'extrême-droite occidentaux afin de les dupliquer à une réalité complètement différente de l'immigration au Maroc et au Maghreb.

Les discours racistes et discriminatoires fondés sur l'exagération et une vision sécuritaire de la présence des immigrés sont démentis par les données statistiques et de terrain sur la présence des immigrés au Maroc. Ces discours alarmistes sont fondés sur une logique identitaire restrictive autour du mythe de l'existence supposée d'une « race marocaine ». La réalité de l'immigration et de l'exil au Maroc est

plurielle et diversifiée. Il est également vrai que le Maroc était et il est toujours ouvert aux identités multiples, avec des identités ethniques et culturelles locales différentes qui ont coexisté au fil des siècles.

Ce climat tendu intervient dans le contexte d'une sévère crise économique et sociale, marquée par la cherté de la vie subie par les citoyens marocains. Les campagnes racistes actuelles sont un moyen indirect de détourner les débats publics des sujets principaux vers des sujets secondaires. Désormais, « l'autre », « l'étranger » et les « noirs » sont la cible d'une vindicte haineuse. Les signataires de cette déclaration considèrent que le débat public sur la question de la migration et de l'asile au Maroc est essentiel, mais qu'il devrait porter sur les questions suivantes :

- Nous appelons à l'adoption d'une politique d'immigration fondée sur les valeurs et principes universels des droits de l'Homme et promulguer des lois sur l'immigration et l'asile qui respectent la dignité inhérente humaine, sans aucune discrimination.
- Nous exigeons l'arrêt immédiat des campagnes de déplacement forcés ciblant les migrants et leurs familles à l'intérieur du Maroc et vers les frontières Est du pays. Ces opérations constituent une menace pour la vie des migrants, comme cela s'est produit récemment près de la « barrière de la honte » entre le Maroc et de l'Algérie. Des pratiques contraires aux engagements du Maroc au titre de la Convention de Genève de 1951 relative aux réfugiés ratifiée par le Maroc en 1957 et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples.
- Nous appelons l'État marocain à cesser de jouer le « rôle de gendarme » en faveur de l'Union européenne et de l'Espagne. Une politique qui se traduit par des drames humains et des crises de coexistence sur le

territoire national, comme c'est le cas aujourd'hui dans le quartier d'Ouled Ziane à Casablanca. Il s'agit surtout d'un exemple concret des effets des politiques de sous-traitance que le Maroc mène en faveur des pays de l'UE.

- Nous appelons les organisations de la société civile, les médias, les intellectuels et les chercheurs des universités à lutter contre les discours de haine, la discrimination et le racisme envers les personnes en migrations immigrés et les personnes noires au Maroc à travers une action collective pour démanteler ces discours et garantir la dignité et les droits des immigrés.
- Nous appelons l'Etat marocain à mettre en œuvre ses obligations inscrites dans les conventions internationales relatives aux droits des travailleurs migrants et aux droits des réfugiés et à lutter contre le discours raciste tel que stipulé dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- Nous attirons l'attention sur le rôle de neutralité négative joué par les plateformes de médias sociaux (en particulier les plateformes de la société « Meta ») en continuant à autoriser la présence de discours ouvertement racistes, alors que tous les discours contre l'apartheid sioniste pratiqués contre les Palestiniens sont systématiquement bloqués par « Meta ».
- Nous appelons les médias et des journalistes afin de déconstruire les discours racistes qui circulent aujourd'hui et avertissons les médias du danger d'être instrumentalisés dans ces campagnes mensongères afin qu'ils ne contribuent pas à la promotion de ces discours racistes conformément aux textes réglementant leur profession (Code de la presse et de l'édition et Charte du journaliste professionnel).

Enfin, nous appelons tous les citoyens marocains et du Maghreb

en général à être vigilants et prudents face aux campagnes racistes actuelles et à donner la priorité aux valeurs de tolérance, de coexistence et de fierté de notre identité africaine avec toutes les communautés étrangères présentes dans les pays de la région, en particulier nos frères et sœurs qui viennent des pays d'Afrique sub-saharienne.

### **Organisations signataires :**

1. L'Association marocaine des droits Humains (AMDH)
2. L'Association Attac Maroc
3. Majallat Moussaouate /Egalité
4. Pateras de la vida Maroc – Larache
5. Réseau des Associations du nord de Développement et de Solidarité
6. Association d'aide aux migrants en situation vulnérable- Oujda(AMSV)
7. Réseau Marocain des Journalistes des Migration (RMJM).
8. Organisation Moutadminoun (Solidaires)
9. L'espace Démocratique d'Echange Culuturel- Barcelone
10. Fédération National de l'Education (FNE)
11. Marocaines Contre l'Emprisonnement Politique
12. Instance Marocaine Des Droits Humains
13. Association TAWAZA pour le soutien de la femme -Tétouan
14. Observatoire Amazigh pour les Droits et Libertés.
15. Mouvement DAMIR
16. Association Marocaine des Femmes Progressistes
17. Coordination de la Marche Mondiale des Femmes au Maroc
18. Réseau Transnational Alarmphone Sahara APS
19. Jeunesse de la voie Démocratique Ouvrière
20. Conseil national des journalistes UMT
21. La Voix de la Femme Amazighe
22. Coalition Maghrébine des Organisations des Droits Humains (CMODH)
23. Groupe Antiraciste de Défense des Étrangers au Maroc (GADEM)

24. Coalition Marocaine des Instances des Droits Humains
25. Organisation des libertés d'expression (Hatim)
26. Centre des Droits Humains en Amérique du Nord
27. Réseau Marocain des Femmes et Hommes de l'éducation contre la peine de mort
28. Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)
29. Comité Onusien de la Femme au Suède
30. La Voix Démocratique Ouvrière
31. Parti de la Fédération de Gauche Démocratique
32. Comité féministe Amman -Irak
33. Union Féministe Kurde Rodoz
34. Voix Féministe Kurde
35. Confédération Démocratique du Travail (CDT)

**CE COMMUNIQUE EST OUVERT POUR LA SIGNATURE PAR LES ORGANISATIONS ET MOUVEMENTS SOCIAUX**

Télécharger le communiqué en VF

Télécharger le communiqué en VAR